



PROXIMITÉS ET TERRITOIRES AUX DÉFIS DU MANAGEMENT PUBLIC
PROXIMITIES AND TERRITORIES TO THE CHALLENGES OF PUBLIC MANAGEMENT



APPEL A CONTRIBUTIONS POUR L'ATELIER 4
CALL FOR PAPERS FOR THE WORKSHOP #4

“PROXIMITÉS ET MANAGEMENT TERRITORIAL EN AFRIQUE : DES LOGIQUES ET INNOVATIONS POUR QUELS RESULTATS A L'AUNE DES REFORMES PUBLIQUES LOCALES ? / PROXIMITY AND TERRITORIAL MANAGEMENT IN AFRICA: LOGICS AND INNOVATIONS FOR WHAT RESULTS IN TERMS OF LOCAL PUBLIC REFORMS?”

Président(s) d'atelier / Workshop President(s)

Mireille BITYE MENDOMO

**Université de Yaoundé II
-Cameroun**



Djibril DIOUF

**Université Cheikh Anta Diop
De DAKAR**



Felix ZOGNING N.

**Université du Québec en
Outaouais**



Julien BENOMAR
**Université de Paris 1
Panthéon Sorbonne**



Geoffroy T. ALIHA

**Université d'Abomey-Calvani
Benin**



Martial KADJI NGASSAM
Université de Douala



Coordonnées où transmettre votre proposition

Contact information where to send your paper proposal <https://airmap2021.sciences-conf.org>

DESCRIPTION DE L'ATELIER :

La recherche de la proximité apparaît comme un besoin tout naturel et légitime qui caractérise la socialité de tout être humain (Gahinet, 2015). Née d'un souci de théoriser le territoire dans des champs de recherche diversifiés (Ditter et Brouard, 2014), la proximité se justifie de plus

en plus avec le contexte de mondialisation et de développement durable (Torre et Zuideau, 2009). En territoire africain, le cadre d'expression de la proximité converge avec les mouvements des réformes publiques locales lancés dans les années 1980 (Nach Mback, 1999). Si des avancées en matière de régulation institutionnelle sont bien visibles (Elanga Obam, 2020), il n'en demeure pas moins vrai que les crises de proximités restent ardues dans ce contexte précis, tant il est vrai que l'on constate l'existence d'un décalage entre l'idéal participatif et la dure réalité quotidienne (Jouve, 2007). Force est de faire aussi remarquer que les recherches sur le continuum proximités comme objet scientifique restent quasi rares. Un appel à la réflexion sur ce sujet pourrait donc s'avérer comme une opportunité à saisir au moment où l'économie africaine se trouve en état de choc face à la pandémie Covid-19 et en quête de solutions durables pour réduire les distanciations de tout ordre au sein des communautés (Larabi Jaïdi, 2020). D'où le questionnement suivant : quelles sont les logiques de proximité rendant compte des réformes publiques locales en territoire africain ? Ces logiques sont-elles source d'innovations et pour quels résultats ?

The search for proximity appears to be a very natural and legitimate need that characterizes the sociality of every human being (Gahinet, 2015). Born from a desire to theorize the territory in diverse fields of research (Ditter and Brouard, 2014), proximity is increasingly justified in the context of globalization and sustainable development (Torre and Zuideau, 2009). In African territory, the framework for expressing proximity converges with the local public reform movements launched in the 1980s (Nach Mback, 1999). While progress in institutional regulation is clearly visible (Elanga Obam, 2020), it is nonetheless true that local crises remain difficult in this specific context, as it is true that we see the 'existence of a gap between the participatory ideal and the harsh daily reality (Jouve, 2007). It should also be noted that research on the proximities continuum as a scientific object remains almost rare. A call for reflection on this subject could therefore prove to be an opportunity to be seized at a time when the African economy is in a state of shock in the face of the Covid-19 pandemic and in search of sustainable solutions to reduce the distancing from everything. order within communities (Larabi Jaïdi, 2020). Hence the following questioning: what are the logics of proximity accounting for local public reforms in African territory? Are these logics a source of innovation and for what results?

OBJECTIFS DE L'ATELIER ET QUESTIONNEMENTS / WORKSHOP EXPECTATIONS AND QUESTIONS

La recherche de la proximité apparaît comme un besoin tout naturel et légitime qui caractérise la socialité de tout être humain (Gahinet, 2015). Construite autour des théories de la psychologie sociale liées à l'attachement, à l'expansion de soi et à la dépendance (Gorlier et Michel, 2017), la proximité a été développée au départ pour une analyse des déterminants de la dynamique économique territoriale (Beurain et al., 2009). Bien qu'initialement orientée vers les mondes de la production et de l'innovation, ce slogan est également né d'un besoin de théoriser le territoire en touchant des champs de recherche diversifiés (économie spatiale, économie industrielle, économie institutionnelle, etc.) (Ditter et Brouard, 2014). Nul doute que la question de la proximité est donc étroitement liée aux réalités territoriales car faisant intervenir des logiques à la fois transdisciplinaires, pluridimensionnelles, polysémique et polymorphe (Beurain et Longuépée, 2006 ; Gahinet, 2015 ; Lenglet et Müller, 2016 ; Gorlier et Michel, 2017). Au point où la simple conception géographique ou spatiale du concept, ne saurait à elle seule, expliquer les similarités et l'adhérence des acteurs ou des organisations (Boschma, 2004).

Aujourd'hui, la théorie de la proximité se justifie de plus en plus dans un contexte de mondialisation pressant et de recherche de développement durable (Torre et Zuindeau, 2009). Désormais analysée comme un objet de recherche (Colletis et al., 2005), l'expression scientifique de la proximité est actuellement élargie à d'autres axes de développement novateurs en rapport avec la gouvernance locale (Bertrand et Moquay, 2004). Grenouillet (2015) dans cet élan recommande d'introduire le facteur ressource territoriale pour tenir compte des interactions et interrelations dans le territoire. Pour l'auteur, il s'agit là d'un impératif qu'il convient aux acteurs territoriaux de manager pour la consolidation des savoir-faire et des modes de valorisation (Grenouillet, 2015). C'est forcément dans ce sens qu'Arnaud (2014) affirme que, manager les territoires renvoie tout simplement à manager la proximité territoriale. Il y a alors lieu de comprendre que, l'étroitesse du lien entre proximités et territoire exige un cadre d'analyse plus coordonné et organisé orienté vers le management territorial. Le but visé étant de prendre acte du statut du territoire comme un acteur collectif ou encore associer au management des dynamiques locales, le management stratégique des interventions publiques dans un projet plus cohérent (Casteigts, 2003). Au regard du principe de subsidiarité et celui de la démocratie (Vigoda, 2002), le management territorial se range désormais dans un système globalisé au sein duquel, l'action est possible à l'échelle locale.

Sous l'impulsion de la théorie de l'État moderne, les réformes publiques axées sur la décentralisation tentent de répondre aux interrogations portées sur le management territorial et permettent un meilleur encadrement des systèmes démocratiques (Duprat, 2019). En référence à la théorie de l'activité (Borzeix et Cochoy 2008), une telle gouvernance repositionne donc le facteur humain comme étant au centre de toute intervention publique (Hood, 1991 ; Politt et Bouckaert, 2000 ; Leloup, Moyart et Pecqueur, 2005). C'est donc par ce procédé que la proximité territoriale entraîne le dynamisme des acteurs locaux (Ditter et Brouard, 2014). Les bénéfices sont comptabilisés en termes de réduction de l'asymétrie d'informations, de la propension à la participation citoyenne (Kakumba, 2010), de la responsabilisation plus accrue des décideurs publics (Mazouz, 2015) et de l'obtention de gains de compétitivité territoriale (Bityé et al., 2020).

De ce qui précède, il est établi que le cadre d'expression de la proximité dans les territoires africains converge avec les mouvements de réformes publiques locales lancés dans les années 1980 (Nach Mback). Ceux-ci ont porté sur la décentralisation administrative des départements, jusqu'alors jugés inefficaces et freinant le développement à l'échelon inférieur (Biwolé, 2018). Dans cette nouvelle approche l'État est appelé à jouer un rôle de pacification des rapports sociaux dans des contextes où la violence est souvent présente, notamment par sa capacité à définir des compromis permettant d'intégrer les demandes sociales essentielles (Duprat, 2019). Si des avancées en termes de régulation institutionnelle sont bien visibles en contexte africain (Elanga Obam, 2020), il n'en demeure pas moins vrai que les crises de proximités restent ardues dans ce territoire précis. Jouve (2007) constate dans ce sens, l'existence d'un décalage entre l'idéal participatif et la « dure réalité quotidienne ». Ce point de vue rejoint les idées De Calan & Coquart (2013) lorsqu'ils dénoncent le problème de financement des collectivités africaines comme l'un des freins à leur développement. Il en est de même pour la répartition des compétences entre collectivités locales et États qui reste le plus souvent mal définie et entachée des pratiques peu orthodoxes (Manegabe Murhula, 2017). Aussi, de l'avis de Ghidouche Ait-Yahia et al. (2016), il

ressort que, si dans la plupart des pays africains analysés, à l'exception de la Tunisie et du Niger, les responsabilités des collectivités locales sont inscrites dans la Constitution, il existe encore un écart important entre les textes et la pratique. Ces auteurs justifient ce manquement en accusant l'inauthentique délégation et participation des citoyens à l'action publique. Les dispositifs participatifs implémentés étant pour la plupart du temps considérés comme des instruments de communication au service des fins propres de certains acteurs politiques en Afrique (Ghidouche Ait-Yahia et al., 2016).

Cette situation jusqu'à présent n'a véritablement pas trop évolué : les territoires africains sont toujours autant demandeur de solutions innovantes, dans le but d'optimiser les performances publiques locales et de réduire les tensions socio-économiques qui freinent le développement durable des communautés (El Moujahid, 2019 ; Faye et Wade, 2019). Le premier constat visible est que le modèle de gouvernance locale reste critiqué du fait de la difficulté pour les collectivités locales à domestiquer les nouveaux outils du management public (Diouf, 2018) y compris leur système de gestion à prédominance quantitatif encore orienté vers le transfert des compétences (Moungou et Bekono, 2012). La mise en valeur des facteurs qualitatifs reste très peu vulgarisée, pourtant ils sont susceptibles de transformation plus rapide (Warin, 1999 ; Amiel, 2006). Un mode de gestion des affaires publiques locales plus intégrateur devrait prendre en compte au-delà des considérations socio-spatiales, institutionnelles et cognitives (Gorlier et Michel, 2017), d'autres facteurs de contingences axés sur une véritable culture managériale innovante (Ditter et Brouard, 2014 ; Kra, 2014 ; Manegabe Murhula, 2017). Dans de nombreux écrits, les aspects liés à la compétence des parties prenantes (Kollo Bandibéno, 2018 ; Bityé, 2020) et au management des ressources financières (Tchouassi et Dzou., 2020) sont largement convoquées comme axes importants d'innovations territoriales (Biau , 2018 ; Frisa, 2019). Ces éléments favorisent la consolidation du réseautage entre États, acteurs publics locaux, citoyens et autres acteurs de la société et promeuvent l'attractivité territoriales (Avom, 2020 ; Azouaoui et Lahlou, 2020).

A date, les recherches sur le continuum proximités-territoires comme objet scientifique restent quasi rares en contexte Africain. En référence à la théorie des choix publics (Giroux et al., 2004), un appel à réflexion sur ce sujet pourrait être entendu comme une opportunité à saisir par les décideurs publics africains. Surtout au moment où l'économie africaine se trouve en état de choc face à la pandémie Covid-19 et de nombreuses initiatives lancées pour réduire les distanciations socio-économiques et culturelles vécues au sein des communautés africaines (Larabi Jaïdi, 2020).

Le management public étant contextuel et susceptible de modification selon les besoins spécifiques ou propres à chaque territoire (Fninou et Meyssonier, 2013), un certain nombre de questionnements motivent l'intérêt porté à l'analyse du phénomène exploré : quelles sont les logiques de proximité rendant compte les réformes publiques locales en territoire africain ? Ces logiques sont-elles source d'innovations et pour quels résultats ? Et plus largement, y a -t-il des différences d'approches avec d'autres contextes internes ou externes ? Quelle est la part du management public à la fabrique de cet idéal de proximité pour le développement durable et harmonieux des communautés en territoire africain ?

L'objectif de l'atelier est de susciter l'engouement des chercheurs et praticiens sur la problématique des logiques de proximités en Afrique, aux fins de faire un état des lieux

de la situation et de mieux apprécier les avancées du sujet selon les spécificités de chaque pays, comparativement aux modèles des Nations les plus développées.

The search for proximity appears to be a natural and legitimate need that characterizes the sociality of every human being (Gahinet, 2015). Built around the theories of social psychology related to attachment, self-expansion and dependence (Gorlier and Michel, 2017), proximity was initially developed for an analysis of the determinants of territorial economic dy-namics (Beaurain et al., 2009). Although initially oriented towards the worlds of production and innovation, this slogan was also born out of a need to theorize the territory by touching on diversified fields of research (spatial economy, industrial economy, institutional economy, etc.) (Ditter and Brouard, 2014). There is no doubt that the question of proximity is thus closely linked to territorial realities, since it involves lo-gicals that are at once transdisciplinary, multi-dimensional, polysemic and polymorphic (Beaurain and Longuépée, 2006; Gahinet, 2015; Lenglet and Müller, 2016; Gorlier and Michel, 2017). To the point where the simple geographical or spatial conception of the concept alone cannot explain the similarities and adherence of actors or organiza-tions (Boschma, 2004).

Today, the theory of proximity is increasingly justified in a context of pressing globali-zation and the search for sustainable development (Torre and Zuindeau, 2009). Henceforth, the scientific expression of proximity, although analyzed as a research object (Colletis et al., 2005), is currently being extended to other innovative develop-ment axes related to local governance (Bertrand and Moquay, 2004). Grenouillet (2015) in this re-commanded impulse to introduce the territorial resource factor to take into account interactions and interrelationships in the territory. For the author, this is an imperative that territorial actors should manage in order to consolidate know-how and modes of valorisation (Grenouillet, 2015). It is necessarily in this sense that Arnaud (2014) asserts that managing territories simply means managing territorial proximity. It is therefore important to understand that the close link between proximity and territory requires a more coordinated and organized analytical framework oriented towards ter-ritorial management. The aim is to take note of the status of the territory as a collective actor or to associate the strategic management of public interventions in a more co-herent project with the management of local dynamics (Casteigts, 2003). With regard to the principles of subsidiarity and democracy (Vi-goda, 2002), territorial management is now part of a globalised system within which action is possible at the local level. Under the impetus of modern state theory, public reforms focused on decentralization attempt to answer questions about territorial management and provide a better framework for democratic systems (Du-prat, 2019). With reference to activity theory (Borzeix and Cochoy 2008), such governance thus repositions the human factor as being at the center of all public intervention (Hood, 1991; Politt and Bouckaert, 2000; Leloup, Moyart and Pec-queur, 2005). It is thus through this process that territorial proximity leads to the dy-namism of local actors (Ditter and Brouard, 2014). The ben-efits are counted in terms of a reduction in information asymmetry, the propensity for citizen participation (Kakumba, 2010), greater accountability of public decision-mak-ers (Mazouz, 2015) and gains in territorial competitiveness (Bityé et al., 2020).

From the above, it is established that the framework for expressing proximity in African territories converges with the local public reform movements launched in the 1980s (Nach Mback). These focused on the administrative decentralization of departments,

which had hitherto been considered ineffective and hindered development at the lower level (Biwolé, 2018). In this new approach, the state is called upon to play a role in pacifying social relations in contexts where violence is often present, notably through its capacity to define compromises that allow for the integration of essential social demands (Duprat, 2019). While progress in terms of institutional regulation is clearly visible in the African-caine context (Elanga Obam, 2020), it is nonetheless true that proximity crises remain difficult in this particular territory. In this sense, Jouve (2007) notes the existence of a gap between the participatory ideal and the "harsh daily reality". This point of view is in line with the ideas of De Calan & Coquart (2013) when they denounce the problem of financing African local authorities as one of the obstacles to their development. The same is true for the distribution of competences between local authorities and states, which most often remains poorly defined and marred by unorthodox practices (Manegabe Murhula, 2017). Also, in the opinion of Ghidouche Ait-Yahia et al (2016), it emerges that although in most of the African analyzed countries, with the exception of Tunisia and Niger, the responsibilities of local authorities are enshrined in the Constitution, there is still a significant gap between texts and practice. These authors justify this gap by accusing the inauthentic delegation and participation of citizens in public action. The participatory mechanisms that have been implemented are for the most part considered to be communication tools serving the ends of certain political actors in Africa (Ghidouche Ait-Yahia et al., 2016).

This situation has not really changed too much so far: African-caine territories are still very much in need of innovative solutions, with the aim of optimizing local public performance and reducing the socio-economic tensions that hinder the sustainable development of communities (El Moujahid, 2019; Faye and Wade, 2019). The first visible observation is that the local government model remains criticized because of the difficulty for local authorities to domesticate the new public management tools (Diouf, 2018), including their predominantly quantitative management system, which is still oriented towards the transfer of skills (Moungou and Bekono, 2012). The development of qualitative factors is still not very popular, yet they are likely to change more rapidly (Warin, 1999; Amiel, 2006). A more integrative mode of local public affairs management should take into account not only socio-spatial, institutional and cognitive considerations (Gorlier and Michel, 2017), but also other factors of continece centred on a genuine innovative managerial culture (Ditter and Brouard, 2014; Kra, 2014; Manegabe Murhula, 2017). In many writings, aspects related to the competence of stakeholders (Kollo Bandibéno, 2018; Bityé, 2020) and the management of financial resources (Tchouassi and Dzou, 2020) are widely referred to as important areas of territorial innovation (Biau, 2018; Frisa, 2019). These elements encourage the consolidation of networking between states, local public actors, citizens and other actors in society and promote territorial attractiveness (Avom, 2020; Azouaoui and Lahlou, 2020).

To date, research on the proximity/territory continuum as a scientific object remains almost rare in the African context. With reference to public choice theory (Giroux et al., 2004), a call for reflection on this subject could be understood as an opportunity to be seized by African public decision-makers. Especially at a time when the African economy is in a state of shock in the face of the Covid-19 pandemic and numerous initiatives have been launched to reduce the socio-economic and cultural distances experienced within African communities (Larabi Jaïdi, 2020).

As public management is contextual and susceptible to modification according to the specific needs or specific needs of each territory (Frinou and Meyssonier, 2013), a certain number of questions motivate the interest in the analysis of the phenomenon explored: what are the logics of proximity that account for local public reforms in Africa? Are these logics a source of innovation and for what results? And more broadly, are there differences in approach with other internal or external contexts? What is the role of public management in the creation of this ideal of proximity for the sustainable and harmonious development of communities in Africa?

The objective of the workshop is to arouse the interest of researchers and practitioners on the issue of proximity logics in Africa, in order to take stock of the situation and to better appreciate the progress of the subject according to the specificities of each country, compared to the models of the most developed nations.

TYPE DE COMMUNICATIONS ATTENDUES / TYPE OF EXPECTED PAPERS

Les auteurs intéressés par cet atelier, sont invités à soumettre différentes contributions permettant de renforcer les connaissances sur le phénomène exploré en territoire africain. Les interventions des communicants pourraient principalement suivre l'une des trois orientations ci-après : i

- les relations entre États et collectivités locales ;
- les relations entre les collectivités locales et les citoyens ;
- et les relations entre les collectivités locales et autres acteurs de la société.

Les domaines d'études concernent l'une des bases sectorielles du management des sociétés ci-après : administration, gestion, économie, éducation, politique, tourisme, culture, santé, urbanisation, droit, développement, etc. Les recherches, intégrant les domaines d'intervention publique tels que : l'eau et l'assainissement, l'environnement, l'écologie, les conditions climatiques, le développement économique et social, etc. en rapport avec les objectifs du développement durable (ONU, Rapport Brundtland, 1987) sont vivement encouragées dans cet atelier. Le fil conducteur sera de présenter des papiers théoriques, des études de cas sectoriels ou des situations de gouvernance territoriale faisant observer les logiques de proximités d'un pays, d'une région, d'une ville, les innovations dont -elles sont porteuses et les résultats contribuant à l'amélioration du développement durable des communautés africaines.

Authors interested in this workshop are invited to submit various contributions to strengthen knowledge on the phenomenon explored in africa. The interventions of the communicators could mainly follow one of the three following orientations: i

- *relations between states and local authorities ;*
- *relations between local authorities and citizens;*
- *and relations between local authorities and other actors in society.*

The fields of study concern one of the following sectoral bases of the management of societies: administration, management, economy, education, politics, tourism, culture, health, urbanization, law, development, etc. Research, integrating the fields of public intervention such as: water and sanitation, environment, ecology, climate conditions, economic and social development, etc. In relation to the objectives of sustainable development (UN, brundtland report, 1987) is strongly encouraged in this workshop. The common thread will be to present theoretical papers, sectoral case studies or

situations of territorial governance that observe the logic of proximity of a country, a region, a city, the innovations that they bring and the results that contribute to improving the sustainable development of african communities.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE / REFERENCES

- ARNAUD C. (2014). Manager les territoires dans la proximité : approche fonctionnelle des événements culturels. *Revue d'économie régionale et urbaine*, Armand Colin, 3 (Novembre), 413-442.
- AVOM. D. (2020). Régionalisation et attractivité économiques des territoires. *in Les Grandes conférences de l'Université de Yaoundé II*, 1ière édition sous le thème : « Régionalisation et innovation institutionnelle au Cameroun, Processus, Formes et opportunités., Novembre, Université de Yaoundé II, Cameroun.
- AZOUAOUI H. ET LAHLOU A. (2020). Quel rôle du réseautage des acteurs dans la formation de l'attractivité territoriale des entreprises ? Enjeux et défis pour l'action publique dans le contexte marocain. Colloque Association Internationale de Recherche en Management public (AIRMAP), Université de Montpellier, en distanciel, octobre, 26-27, Montpellier.
- BEAURAIN, C., et Longuépée, J. (2006). Dynamiques Territoriales et Proximité Environnementale : le cas du Risque d'Inondation. *OpenEdition Journals*, Dossier 7-. *Proximité et environnement*, 18.
- BEAURAIN, C., LONGUEPEE, J. ET SOUSSI PANNEKOUCKE, S. (2009). La proximité institutionnelle, condition à la reconquête de la qualité de l'environnement. L'exemple de l'agglomération dunkerquoise. *Économie de la proximité, Natures Sciences Sociétés*, 7, 73-380.
- BERTRAND N., MOQUAY P. (2004). La gouvernance locale, un retour à la proximité. *Economie Rurale*, Société Française d'Économie Rurale, 2004, 280 (1), 77-95.
- BIAU V. (2018). Nouveaux appels à compétences et enjeux de qualification chez les professionnels de la fabrication de la ville. *Cybergeog : European Journal of Geography*, 13.
- BITYE, M. (2020). La gestion des compétences publiques dans les CTD camerounaises : quels effets pour le climat social dans l'implication organisationnelle du personnel ? *Revue camerounaise d'études internationales*, 13 (2), 108-123.
- BITYE, M., EMBGWANG, A. B. ET MENDOMO V. R., (2020). Marketing territorial et développement des Petits et Moyens Territoires en Afrique : quels bénéfices pour la Création Identitaire dans les communes de la région du Centre-Cameroun ? Colloque Association Internationale de Recherche en Management public (AIRMAP), Institut de Management/Université de Montpellier, 26-27 Octobre, 2020.
- BIWOLE V. O. (2018). Processus de décentralisation et gouvernance urbaine au Cameroun : leçons d'une enquête in situ. *in Kamdem M. S. (coord.), Touna Mama, Courade G. (Préface de), Processus de décentralisation et gouvernance urbaine au Cameroun : leçons d'une enquête in situ, in les politiques de la ville en question. A la recherche d'une meilleure gouvernance urbaine en Afrique subsaharienne*, Harmattan-Cameroun, 1-17.
- BORZEIX A. ET COCHOY F. (2008). TRAVAIL ET THEORIES DE L'ACTIVITE : VERS DES WORKSPACE STUDIES ? *SOCIOLOGIE DU TRAVAIL*, 50(3), 273-286.
- BOSCHMA, R. (2004). Proximité et innovation. *In Économie rurale : Proximité et territoires*, 280, 8-24.
- CASTEIGTS, M. (2003). Le management territorial stratégique. *in Ali Sedjari (Dir.). Gouvernance et conduite de l'action publique au 21ème siècle*. L'Harmattan,18.
- CASTEIGTS, M. (2009). Optimisation du développement durable et management territorial stratégique : de la gouvernance locale à la transaction sociale. *VertigO – la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hor série 6, La gouvernance à l'épreuve des enjeux environnementaux et des exigences démocratiques, 1-12.
- COLLETIS, G., Gianfaldoni, P. et Richez-Battesti, N. (2005). Économie sociale et solidaire, territoires et proximité. *Revue internationale de l'économie sociale*, 296, 8–25.

- DE CALAN, A. & COQUART, P. (2013). *Financer les villes d'Afrique - L'enjeu de l'investissement local* (2012), Collection « L'Afrique en développement », Banque mondiale et AFD, de Thierry Paulais. *Techniques Financières et Développement*, 112(3), 103-126.
- DIOUF D. (2018). La territorialisation des Partenariats Public-Privé et infrastructures sportives au Sénégal : certitudes juridiques et défis organisationnels. *In les territoires : portes d'entrée de l'émergence : quelles conceptions théoriques et opérationnelles, quels enjeux pour le développement*, Actes colloque 21-22 juillet 2016, Presses Universitaire de Dakar (Sénégal), 155-175.
- DUPRAT J. (2019), *Les fondements de la théorie de l'État moderne*, LJDJ, Système-Perspectives, 180.
- EL MOUJAHID L. (2019). *Gouvernance et performance des collectivités territoriales au Maroc : cas des communes ciblées par l'INDH au niveau de la province d'EIKelaa des Sraghna*. Thèse de Doctorat. Université Cadi Ayaad, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de Marrakech, Centre des études doctorales : Droit, économie et gestion Groupe de recherche en économie Sociale (GRES), Maroc.
- ELANGA OBAM G. (2020). Les innovations institutionnelles du code générale des collectivités territoriales. *Les Grandes conférences de l'Université de Yaoundé II*, 1ère édition sous le thème : « Régionalisation et innovation institutionnelle au Cameroun, Processus, Formes et opportunités. », Novembre, Université de Yaoundé II, Cameroun.
- FAYE D. ET WADE M. E. B., (2019). Le contrôle de gestion dans les collectivités territoriales au Sénégal : Une étude exploratoire. *XXVIII Conférence Internationale de Management Stratégique*, Dakar, 11-14, juin, 25.
- FNINOUE, B., ET MEYSSONNIER, F. (2013). Un système de pilotage de la performance publique à dominante managériale : analyse de l'expérience de Dubaï. *Politiques et management public*, 30 (2), 241-259.
- FRISA L. (2019), *Les élites du Développement Economique Local : Cas de Fouban au Cameroun*, Thèse de Doctorat en Gestion et management, Université Paris-Saclay, 395p.
- GAHINET, M.-C. (2015). *Proximité et nouvelles temporalités du consommateur : application au libre-service alimentaire*. France (Rennes), Université de Rennes 1, Ecole doctorale Sciences de l'Homme, des Organisations et de la Société, 17-33.
- GHIDOUCHE AIT-YAHIA K., GHIDOUCHE F. ET KAAWACH I. (2016). La participation citoyenne comme approche innovante de co-création de valeur d'une ville Le cas de la ville d'Alger, Conference: CIST. En quête de territoire(s)? Looking for territories? March, At: Grenoble; France
- GIROUX, G., Jones, R. et McLelland, A. (2004). An Empirical Test of Public Choice Theory: Comparing the United States and United Kingdom Local Governments. *Research in Governmental and Nonprofit Accounting*, 11, 217-238.
- GORLIER T. et MICHEL G. (2017). Comment créer de la proximité avec le client final : apport de la nouveauté et la dissimilarité. 33ème congrès de l'Association Française du Marketing, May, Tours, France
- GRENOUILLET M-R. (2015). *Le territoire, un produit comme un autre ? : La Ressource territoriale comme facteur clé du développement durable local*. Thèse de Doctorat. Université de Caen Basse-Normandie, France.
- GUENOUN M. (2009). *Le management de la performance publique locale. Etude de l'utilisation des outils de gestion dans deux organisations intercommunales*. Sciences de l'Homme et Société, Université Paul Cézanne - Aix-Marseille III.
- HOOD C. (1991). A public management for all seasons? *Public Administration*, 69 (1), 3-19.
- KAKUMBA, U. (2010). La participation citoyenne et le développement rural au niveau des autorités locales : réflexions sur le système de décentralisation en Ouganda. *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 76(1), 183-200.
- KOLLO BANDIBENO., ET NKONGA L., (2018). L'Effet des Pratiques Ressources Humaines sur la Performance Organisationnelle des Communes au Cameroun. *European Scientific Journal*, 14 (29), 138.
- KRA K. E. (2014). Gouvernance locale et qualité du développement dans les localités intra-communales. *CAMES*, 1 (2), 129-155.

- LARABI JAÏDI (2020). Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique. 2^{ème} Edition, Policy Center For the New South.
- LELOUP F., MOYART L., ET PECQUEUR B. (2005) : La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? *Dans Géographie, économie, société* 4 (7), 321-332.
- LENGLET, F., ET MÜLLER, B. (2016). Les effets de la proximité sur la confiance : le cas des produits localisés. *Conference Paper*, 5.
- MANEGABE MURHULA A. J. (2017). *Éthique, gouvernance et performance des entités décentralisées urbaines au Sud-Kivu, RD Congo*, Genève, Globethics.net, 45, 281
- MANEGABE MURHULA A. J. (2017). *Éthique, gouvernance et performance des entités décentralisées urbaines au Sud-Kivu, RD Congo*, Genève, Globethics.net, Focus 45, 281
- MAZOUZ, B.; ROUSSEAU, A.; SPONEM, S. (2015). Les gestionnaires publics à l'épreuve des résultats. *Revue Française de Gestion*, 251, 89-95.
- MOUNGOU MBENDA S. P., ET BEKONO E.R. (2012). Gouvernance des collectivités territoriales décentralisées (CTD) et gestion des compétences transférées par l'Etat. *Conférence du IV^{ème} Symposium International Regards croisés sur les transformations de la gestion des organisations publiques*, ENAP – QUEBEC, 21.
- NACH MBACK (1999). *La décentralisation en Afrique : enjeux et perspectives*. In Afrique contemporaine. Documentation française, Paris.
- POLLITT C. & BOUCKAERT G.(2000). *Public Management Reform: A Comparative Analysis*. Oxford, Oxford University Press.
- TCHOUASSI G. ET DZOU P. P. (2020). Décentralisation financière : un déterminant efficace du développement local au Cameroun. *in* Batibonak S. et Batibonak P., *Revue Africaniste Inter-Disciplinaire – RAID*, Numéro thématique : Focus sur l'intelligence territoriale en Afrique centrale, Yaoundé, Monange, juillet, 61-76.
- TORRE A. et ZUINDEAU B. (2009). Les apports de l'économie de la proximité aux approches environnementales : inventaire et perspectives. *Natures Sciences Sociétés* 17, 349-360.
- VIGODA E. (2002). From responsiveness to collaboration: governance, citizens, and the next generation of public administration. *Public Administration Review*, 62(5), 527-540.